



Introuvable à Paris et en Afrique, l'ouvrage intitulé «Monnaie, servitude et liberté: la répression monétaire de l'Afrique» de l'économiste camerounais Joseph Tchoundjang Pouemi, premier agrégé d'économie du pays, qui procède à la première analyse sans concession de la monnaie nazie française en vigueur dans les ex-colonies françaises n'aurait pas complètement disparu.

Un exemplaire de l'ouvrage se retrouverait dans les chaumières et dans quelque rare bibliothèque universitaire nord-américaine.

Valèse Mapto Kengne, PhD de l'Université de Montréal (UdeM) en a repéré une copie en bibliothèque universitaire à Ottawa.

Ancien fonctionnaire du Fonds Monétaire International (FMI), ancien conseiller économique du président ivoirien Félix Houphouët-Boigny entre autres, le prodige de Bangwa dans le grassfield camerounais est celui qui, pour la première fois, a décortiqué «l'escroquerie des peuples africains par la France» à travers sa monnaie «provisoire» dont nul n'avait jamais compris les mécanismes secrets.

En cela, il succédait en fait à un autre compatriote : Castor Ossendé Afana, premier docteur en économie de toute l'Afrique noire francophone qui démontra que le franc Cfa dépendant entièrement de la France dictait aussi bien la politique monétaire stricto sensu que toute la politique de crédit du «pré carré». Ce qui a pour conséquence, entre autres, que les peuples africains continuent de travailler à l'essor du business français et autres intérêts stratégiques de l'Hexagone au détriment des indigènes.

Joseph Tchundjang Pouemi, premier agrégé d'économie camerounais

D'après l'écrivaine française Odile Tobner, le Pr. Tchundjang Pouemi a, des suites, «été suicidé en décembre 1984 à Douala» alors que son ouvrage disparaissait fort mystérieusement de la scène et des librairies. Son prédécesseur Ossendé Afana lui, a été tué sauvagement en 1966 à Moloundou à l'Est-Cameroun dans le cadre de la répression aveugle amorcée par la France contre les Nationalistes camerounais. Les Camerounais n'eurent même pas le temps de découvrir ce Nationaliste encore moins son œuvre et ses idées.

Condamnés à mourir. Et l'ouvrage de Mongo Beti (La France contre l'Afrique aux Éditions La Découverte, Paris) de prévenir : «pour préserver sa monnaie, la France est prête à mettre l'Afrique à feu et à sang». On l'a bien vu récemment en Côte d'Ivoire avec Laurent Gbagbo après des pays comme le Mali de Modibo Keita, le Togo de Sylvanus Olympio, la Guinée de Sékou Touré, et même la République Centrafricaine de Jean-Bedel Bokassa...

Le débat du banditisme monétaire de la France en Afrique subit un black-out constant sur ses enjeux cruciaux en France depuis l'indépendance. Les chefs d'État qui osent l'évoquer sont immédiatement accusés d'être des dictateurs faisant immédiatement l'objet d'actions militaires françaises sous maints prétextes.

Heureusement, le cheval de bataille des Tchundjang Pouemi est repris par d'autres. En l'occurrence l'économiste ivoirien Nicolas Agboh. D'autres économistes du continent à l'instar de l'ancien président de l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire, Mamadou Koulibaly, ou encore le Camerounais François N'dengwé, voire le Guadeloupéen Jean-Philippe Omotunde poursuivent ce combat auquel Paris oppose généralement le silence absolu ou de subtiles diversions sous forme

Source : Camer.be